



Consultation publique

« Diffusion et promotion de la musique Wallonie-Bruxelles et de langue française en radio (quotas) »

Délai de réponse: **Jusqu'au 16 mars 2015**

Personnes de contact: Anne Libert, conseillère, anne.libert@csa.be 02/349.58.75
Paul-Éric Mosseray, directeur transition numérique
paul-eric.mosseray@csa.be 02/349.58.82

Adresse de réponse par e-mail: info@csa.be

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Identité du répondant : PANACH FM A.S.B.L.

1. Contexte

Avec un taux d'utilisation moyen journalier de 3h26 et une audience moyenne de 70,2%¹ du public en 2013, et même si elle a connu un léger tassement dans les dernières années, la radio reste un média de premier plan en Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'offre radiophonique est marquée principalement par la palette des couleurs musicales que proposent tant les radios musicales de la RTBF que les réseaux, sans oublier les niches multiples que constituent les radios indépendantes. Celles-ci cherchent une audience qui se partage entre le pop rock, pour l'essentiel, la dance, la variété et l'électro, pour ne citer que les genres principaux.

Assurer l'accès du public à une variété de contenus, exposer davantage la langue française, promouvoir une création originale et locale dans un environnement guetté par l'uniformisation sont les objectifs au centre des politiques publiques de diversité culturelle de la FWB.

Diversité externe d'abord, le contrat de gestion de la RTBF inscrit en effet des profils musicaux assez précis à rencontrer par ses différentes radios, tandis que le critère de diversité musicale figure parmi les objectifs légaux à atteindre lors de l'attribution des fréquences aux radios privées.

Diversité interne ensuite, par l'application de quotas de diffusion aux programmations musicales.

Les radios privées ont ainsi l'obligation de diffuser² :

- Au moins 30% d'œuvres musicales en langue française ;
- Au moins 4,5% d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en Wallonie ou à Bruxelles.

Pour répondre à l'appel d'offres lors du plan FM 2008 (qui a organisé l'attribution pour 9 ans des fréquences de la bande FM), certaines radios se sont engagées à respecter des quotas supérieurs aux minima légaux. Par ailleurs, des dérogations à ces quotas sont rendues possibles par le décret et ont été acceptées par le CSA à la condition de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services, ce dont quelques radios thématiques ont pu bénéficier.

En ce qui concerne les radios de la RTBF, elles sont soumises à des obligations et quotas différents, prévus par un contrat de gestion renégocié tous les 5 ans avec le Gouvernement. Parmi ces obligations, on trouve la diffusion de concerts ou de spectacles musicaux produits en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les radios de la RTBF doivent respecter les quotas de diffusion suivants³ :

- Sur le plan linguistique :

¹ Source : CIM radio 2013-3, 12+, 5 :00-22 :00, Sud

² Décret SMA, article 53, <http://www.csa.be/documents/1440>

³ Contrat de gestion RTBF 2013-2017, article 25.5, <http://www.csa.be/documents/1703>

- Au moins 40% d'œuvres de musiques non classiques sur des textes en langue française sur l'ensemble de ses radios généralistes (La Première et Vivacité) et au moins 30% d'œuvres de musiques non classiques sur des textes en langue française sur chacune d'elle ;
- Au moins 15% d'œuvres de musiques non classiques sur des textes en langue française sur la programmation musicale d'une de ses chaînes musicales, qu'elle désigne (en l'occurrence, Classic21).
 - En ce qui concerne l'origine :
- Sur la moyenne de l'ensemble de la programmation musicale de ses chaînes généralistes et d'une autre de ses chaînes musicales qu'elle désigne (en l'occurrence, Pure FM), au moins 10% d'œuvres de musiques non classiques émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en Wallonie ou à Bruxelles.

2. **Antécédents**

Depuis 2008, une régulation active a accompagné un effort réel et constant des radios : elles rencontrent voire dépassent leurs quotas, quoiqu'un léger fléchissement fut perceptible en 2012, redressé ensuite en 2013⁴.

Toutefois, le débat est resté constant depuis entre représentants des secteurs musicaux et des secteurs de la radio : les premiers estiment souvent le niveau de quota insuffisant comparativement à d'autres marchés géographiques, ou trop larges lorsqu'ils favorisent les seuls producteurs ou ne créent pas, comme en France, une place spécifique aux jeunes talents. Les seconds pointent une insuffisance quantitative de l'offre dans les différents genres musicaux, le peu d'adéquation de l'offre musicale avec la couleur/le profil de programmation, le manque de finition des productions ainsi qu'une approche parfois trop linéaire des quotas, inadaptés aux nouvelles formes comme le *deejayingou* aux nouvelles thématiques musicales, comme l'électro. Les représentants des secteurs musicaux et des secteurs de la radio partagent plusieurs constats : le faible taux d'investissement des labels dans la partie francophone de la Belgique, une crise du disque qui affaiblit les coopérations entre radios et secteurs musicaux et voit le désinvestissement du secteur radio dans l'accompagnement des artistes.

Au plan pratique de la régulation, la mise en œuvre des quotas a également engendré des difficultés à plusieurs niveaux. Parmi les obstacles constatés, citons la difficulté pour les radios de trouver des informations utiles pour identifier les œuvres éligibles au quota de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou les difficultés d'organisation interne pour atteindre les quotas de manière systématique, surtout pour les radios indépendantes, engendrant une forte charge de travail pour les radios mais également pour le régulateur chargé de contrôler le respect des quotas.

⁴ Voir en annexe 1 les résultats des quotas 2009-2013 et .Rapport annuel CSA 2013, pages 11 et 12 <http://www.csa.be/documents/2270>

Enfin, il reste que le principe des quotas est dérogatoire à la liberté éditoriale des radios, en sorte que la recherche d'un équilibre entre les différents objectifs constitue un défi constant dans leur mise en œuvre.

Six ans après l'entrée en vigueur du plan FM 2008, le paysage radiophonique en Belgique francophone s'est stabilisé et le CSA dispose de meilleures connaissances sur son fonctionnement. En 2017, soit dans un peu plus de deux ans et au terme de la quasi-totalité des autorisations des radios privées actuelles, la procédure d'autorisation devra être réévaluée. Dans la perspective de cette échéance, mais en considérant également d'autres telles que le lancement potentiel de la radio numérique terrestre (RNT) et le renouvellement du contrat de gestion de la RTBF, le CSA a décidé d'ouvrir une consultation publique au sujet de la révision des objectifs et des méthodes de régulation dans le domaine des quotas de diffusion musicaux et plus généralement de la diversité de la programmation musicale dans les radios privées (indépendantes ou en réseaux) et publiques.

Pour alimenter cette consultation, le CSA s'est appuyé sur les observations menées tout au long des 5 années qui ont suivi l'adoption du plan FM 2008, sur la récolte et l'analyse d'échantillons de programmations musicales pour l'ensemble des radios privées et publiques en réseaux, mais aussi sur les rencontres et les réflexions communes avec les différents acteurs du secteur musical et l'observation du paysage global et des politiques publiques tant en Belgique qu'à l'étranger⁵.

Les questions posées dans cette consultation s'articulent autour des différentes thématiques résultant de ces travaux et qui concernent :

- les radios dans leur ensemble, privées comme publiques ;
- les radios indépendantes en particulier ;
- les autres questions relatives à la diversité musicale en radio ;
- la distribution numérique sur les nouvelles plateformes audiovisuelles.

3. Modalités pratiques de la consultation

Les parties intéressées et les personnes à titre individuel sont invitées à répondre pour le 16 mars 2015

⁵ *10 ans d'observation de la diversité musicale en radio 2003 – 2012*, Observatoire de la musique (France), 2013, [http://observatoire.cite-musique.fr/observatoire/document/10 ans d observation de la diversit%C3%A9 musicale en radio.pdf](http://observatoire.cite-musique.fr/observatoire/document/10%20ans%20d%20observation%20de%20la%20diversit%C3%A9%20musicale%20en%20radio.pdf)

À propos des quotas relatifs à la diffusion de la musique (2012), Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 2012, (Page web), <http://www.crtc.gc.ca/fra/publications/reports/rp120309c.htm>

L'exposition de la musique dans les médias : Rapport à la Ministre de la Culture et de la Communication, J.-M. BORDES, 2014 <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Ressources/Rapports/L-exposition-de-la-musique-dans-les-medias>

au plus tard. Si elles se font le porte-parole d'une société ou d'une institution, elles en précisent également l'identité.

Le cas échéant, peuvent être mentionnées dans une annexe distincte les informations couvertes par une demande de confidentialité.

Les réponses doivent être envoyées par courrier électronique à info@csa.be avec la mention "**Consultation publique - Diffusion et promotion de la musique Wallonie-Bruxelles et de langue française en radio**" en objet, en reprenant systématiquement le texte de la question à laquelle il est répondu (il n'est pas requis de répondre à toutes les questions posées).

La présente consultation et ses ressources documentaires sont disponibles sur le site du CSA, à l'adresse <http://www.csa.be/consultations/26>. Pour garantir la transparence, l'ensemble des réponses, à l'exception des parties confidentielles à mentionner, sera mis en ligne sur le site du CSA à la même adresse.

Les radios en réseaux publiques et privées qui souhaitent prendre connaissance, pour ce qui les concerne, des résultats de l'analyse des quotas préparatoire à cette consultation publique peuvent en faire la demande.

En cas de questions relatives à la consultation, Anne Libert, conseillère, anne.libert@csa.be ; 02/349.58.75 et Paul-Éric Mosseray, directeur transition numérique, paul-eric.mosseray@csa.be 02/349.58.82, peuvent être contactés.

4. L'heure et le jour de diffusion des œuvres musicales

L'heure de diffusion constitue un élément important dans la manière dont les radios organisent leur programmation musicale quotidienne. L'objectif des quotas est de mettre en valeur l'identité linguistique et culturelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'impact du quota sera d'autant plus grand qu'il touchera le public le plus vaste. Les études d'audience CIM⁶ montrent que la plage horaire la moins écoutée se situe entre 19h et 6h. En effet, et sauf de rares exceptions, tandis qu'à 19h, les radios ne sont plus créditées que du ¼ de leur audience la plus forte de 8h, cette audience devient marginale dès 23h00. . Dès lors, diffuser une large proportion de titres éligibles aux quotas pendant les heures de plus faible écoute apparaît contre-productif par rapport à l'objectif fixé. Pour contrer cela, certains États ont prévu des dispositions particulières. Au Canada, les radios commerciales doivent diffuser 35% de musique populaire d'origine canadienne et 55% de musique populaire francophone entre 6h et 18h pendant la semaine. En Australie, les radios commerciales diffusent 25% de musique d'origine australienne dont un quart doit être considéré comme du nouveau matériel de musique locale, entre 6h et 18h pendant la semaine. Aux Pays-Bas, la radio de service public doit diffuser 35% de musique populaire produite dans le pays entre 7h et 19h.

L'étude préliminaire des échantillons de programmes par le CSA démontre qu'un certain nombre de radios en réseau, tant privées que publiques, ont tendance à diffuser entre 22h et 6h davantage de morceaux éligibles aux quotas (tant Fédération Wallonie-Bruxelles que langue française) que durant le reste de la plage de 24h sur laquelle sont calculés ces quotas. Ainsi, certaines radios ont programmé

⁶

Source : CIM radio 2014-2, 12+, 5 :00-24 :00, Sud - <http://www.var.be/fr/Graphiquessurmesure>

une proportion allant jusqu'à 50% du nombre quotidien (sur 24 heures) de titres issus de la Fédération Wallonie-Bruxelles et 87% du nombre quotidien (sur 24 heures) de titres francophones sur cette plage horaire (22h-6h) durant laquelle le nombre total de titres diffusés ne représentait pourtant que 37% de leur programmation musicale quotidienne.

Une analyse parallèle des échantillons n'a pas démontré une tendance similaire en ce qui concerne la diffusion des titres éligibles aux quotas pendant le week-end.

Questions relatives à l'heure de diffusion des œuvres éligibles aux quotas

1. Comment appréciez-vous la question de l'horaire de diffusion pour les titres éligibles aux quotas ?

C'est une question qu'il faut se poser mais il est primordial de ne pas aller trop loin dans ce système avec que le produit musical de chaque radio reste commercialisable.

2. Trouvez-vous le système actuel satisfaisant ou, alternativement, trouveriez-vous opportun d'adopter de nouveaux quotas relatifs à la diffusion selon la tranche horaire ou d'adapter les quotas actuels en fonction de ce critère ? Pourquoi ?

Le système actuel n'est pas mauvais en soi. Adopter de nouveaux quotas relatif à la diffusion ne serait pourtant pas une mauvaise idée afin que certaines radios ne "profitent" pas de tranche horaire 22h-6h pour atteindre le quota fixé.

3. Si oui, décrivez à quoi ressembleraient les quotas relatifs à la diffusion selon la tranche horaire, de titres issus de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de titres de langue française.

Un mix de tous les systèmes dans les pays où des quotas relatifs à la diffusion selon certaines tranches horaires semblent être une bonne idée. Afin de ne pas prendre à la gorge certains produits radiophoniques, une tranche horaire restrictive en 6h-22h pourrait être envisageable. Ce système devrait aussi être d'application pour les œuvres musicales chantées en français.

4. Si non, quelle autre solution proposeriez-vous pour décourager la diffusion à des heures de moins grande écoute des titres éligibles aux quotas ?

Questions relatives au jour de diffusion des œuvres éligibles aux quotas

5. Comment appréciez-vous la question du jour de diffusion des titres éligibles aux quotas ? (différence entre la semaine et le week-end)

Il ne doit y avoir aucune différence entre la semaine et le weekend

6. Trouveriez-vous opportun d'adopter de nouveaux quotas relatifs à la diffusion pendant le week-end ? Pourquoi ?

Non

7. Si oui, décrivez à quoi ressembleraient les quotas relatifs à la diffusion pendant le week-end de titres issus de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de titres de langue française.

5. La rotation des artistes et des titres dans la programmation radiophonique

La rotation de manière plus ou moins concentrée de mêmes artistes ou de mêmes titres au sein de la programmation musicale apparaît comme une préoccupation importante pour la diversité du secteur musical en Fédération Wallonie-Bruxelles. Une présence récurrente des mêmes artistes dans les playlists peut être vue comme un frein à la prise de risques, à la découverte de nouveaux talents et conduire à un assèchement du secteur de la musique locale. Dans le même temps, une haute rotation est souvent considérée par les radios et parfois aussi par les labels comme une condition à la réussite de la percée d'un titre, y compris au bénéfice d'un artiste de la FWB. Cette question de la concentration est un phénomène largement documenté sur le marché français, et particulièrement au début 2014, où s'est fait jour un débat, appuyé sur une observation statistique qui met en évidence la persistance d'une concentration de la programmation musicale de la plupart des radios par la diffusion en rotation élevée d'un nombre restreint de titres au détriment de la visibilité d'un nombre plus large d'artistes et de nouveaux talents⁷.

La concentration des artistes et des titres dans la programmation des radios fut également l'objet d'une observation préliminaire lors de l'analyse des échantillons réalisée. Au stade de cette première analyse, il ne s'agissait pas de l'objectiver au même titre que les diffusions de nuit, que les mesures d'audience permettent de mettre en perspective. Il a été malgré tout possible d'observer d'importantes différences entre chaque radio, allant du simple au double quant au nombre de titres différents présents dans les radios durant une même période de programmation

19. Quelle est votre appréciation quant à l'intensité de la concentration des titres dans la programmation en radio ? Est-elle nuisible à la diversité ou à la promotion des artistes de la Fédération Wallonie-Bruxelles et dans quelle mesure ?

La concentration des mêmes titres et mêmes artistes diffusés en radio est un véritable problème. Elle ne serait pas nuisible si un cadre légal était fixé.

20. Trouveriez-vous pertinent de réguler la concentration des musiques et des artistes en général ? Pourquoi ?

Oui mais sans abus ni exagération. Certaines radios ne peuvent diversifier les artistes et les titres diffusés à l'infini.

21. Trouveriez-vous pertinent de réguler la concentration des musiques et artistes issus de la Fédération Wallonie-Bruxelles et des artistes chantant en français ? Pourquoi ?

Oui. Certaines radios, pour atteindre leurs quotas, diffusent seulement 4 ou 5 artistes issus de la Fédération Wallonie-Bruxelles alors que d'autres font l'effort de diversifier les artistes diffusés. Il ne faut pas arriver à un système qui permettrait le deux poids deux mesures.

22. Si oui, quelles modifications ou quels apports au système actuel de quotas imaginez-vous ?

⁷ *L'exposition de la musique dans les médias : Rapport à la Ministre de la Culture et de la Communication*, J.-M. BORDES, 2014 <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Ressources/Rapports/L-exposition-de-la-musique-dans-les-medias>

Selon le type de radio (publique, privée, associative), il faut instaurer des quotas de diversification. Attention à ce que ces quotas ne mettent pas le couteau sous la gorge de certaines radios.

23. Des approches spécifiques aux radios privées et aux radios publiques seraient-elles souhaitables et justifiées ? Les radios associatives et d'expression devraient-elles jouer un rôle spécifique en la matière ?

Les radios publiques devrait faire un effort plus particulier que les radios privés ou associatives.

6. L'influence du profil musical sur la mise en œuvre des quotas

Le profil musical, le public cible ou encore la structure de la programmation qui laisse plus ou moins de place à la musique, sont des éléments qui façonnent la radio et sa manière de répartir les morceaux et artistes éligibles aux quotas dans sa programmation. Il s'agit d'éléments ne pouvant se comprendre qu'à travers le prisme de l'identité de la radio.

Dans une certaine mesure, le cadre légal de la FWB a déjà tenu compte de ces circonstances. Quelques éditeurs se sont vus accorder une dérogation concernant le quota de musiques chantées en français, comme les radios musicales thématiques dédiées à la musique électro qui ne doivent plus en diffuser. Le contrat de gestion de la RTBF permet de son côté au service public de choisir deux radios parmi son offre et de les dispenser chacune d'un quota (Fédération Wallonie-Bruxelles ou langue française), en fonction de leur profil. Certains autres pays ont choisi cette voie, comme la France ou l'Australie⁸.

30. Trouveriez-vous pertinent d'utiliser le format de la radio pour améliorer le dispositif des quotas ? Pourquoi ?

Chaque radio a sa spécificité. Il serait donc préférable d'utiliser le format de chacune pour améliorer le dispositif de quotas. Un large cadre légal général doit cependant être mis en place.

31. Quels critères dans le profil d'une radio peuvent jouer dans l'estimation d'un quota à appliquer concernant les artistes de la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

Zone de diffusion / Public cible / Type de radio (associative / publique / privée)

32. Quels critères dans le profil d'une radio peuvent jouer dans l'estimation d'un quota à appliquer concernant les morceaux en langue française ?

Zone de diffusion / Public cible / Type de radio (associative / publique / privée)

33. Quels critères dans le profil d'une radio peuvent jouer dans l'estimation d'un quota à appliquer concernant la rotation des titres ?

Type de radio (associative / publique / privée)

34. Quels critères dans le profil d'une radio peuvent jouer dans l'estimation d'un quota à appliquer concernant la nouveauté des artistes et titres diffusés ?

Public cible

35. Ces critères influenceraient-ils ces taux positivement ou négativement ? Pourquoi ? Comment pourraient être équilibrées les dérogations aux quotas selon les profils des radios ?

Positivement. Cela diversifierait notre paysage audiovisuel. Chaque radio s'en retrouverait renforcée puisqu'elle gagnerait en spécificité.

36. Des obligations spécifiques aux radios privées et aux radios publiques seraient-elles souhaitables et justifiées ?

Oui.

7. Les quotas dans les radios indépendantes

Les radios indépendantes sont soumises aux mêmes règles que les radios privées en réseaux en matière de quotas musicaux. En revanche, elles jouent un rôle spécifique et assurent une certaine diversité au paysage radiophonique de la FWB.

En effet, a contrario des radios en réseaux qui rassemblent les plus grandes audiences essentiellement par le biais d'une programmation à forte rotation de titres ayant fait déjà leurs preuves, et qui ne se positionnent pas comme découvreuses de talent, les radios indépendantes donnent souvent la place à des styles moins formatés, des artistes moins connus, issus d'autres genres musicaux.

Certes, certaines reproduisent au niveau local les mêmes schémas que les réseaux privés et diffusent globalement les mêmes titres, mais d'autres se consacrent à une culture spécifique dans le contenu des émissions comme dans la programmation musicale (chansons italiennes ou du pourtour méditerranéen, musiques orientales, artistes locaux, chansons d'antan à travers les musiques militaires, l'accordéon, ou la diffusion d'opérettes, musiques électroniques, etc.) tandis que d'autres encore s'ouvrent volontairement à tous les styles, mêlant dans des playlists et des émissions hétéroclites le métal, la création musicale, la chanson française contestataire, les musiques du monde, etc.

De ce fait, elles jouent un rôle spécifique dans la promotion des artistes et des œuvres, notamment issues de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou chantées en français. Les contrôles annuels effectués depuis FM 2008 ont mis en évidence la difficulté de mettre en œuvre, de respecter et de contrôler ces obligations pour les radios indépendantes.

Le CSA soulignait notamment dans son Bilan radio 2011 le manque d'outils dont elles bénéficiaient pour rencontrer ce type d'obligations légales, vu les moyens financiers importants qu'elles nécessitaient, ainsi que la gestion décentralisée de nombreuses radios indépendantes fonctionnant grâce au bénévolat. « *Confrontées à des règles peu adaptées à leur réalité, il existe un risque de voir une partie des radios indépendantes renoncer à leur activité, et le paysage s'appauvrir en conséquence* ». La difficulté pour les services du CSA de traiter une telle quantité d'informations (environ 80 radios indépendantes), parvenant par ailleurs sous des formes non standardisées, était également pointée.

Ces éléments posent la question de la proportionnalité de telles mesures, et de la charge de travail qu'elles engendrent pour les radios indépendantes et pour le régulateur, au regard de l'objectif poursuivi par le législateur.

Les évolutions successives du décret SMA telles que l'apparition des exceptions et dérogations, s'inscrivent dans le mouvement des instances européennes d'adopter des exigences adaptées aux réalités des acteurs, tout en restant les plus équitables possibles et en favorisant la diversité culturelle et la pérennité des industries créatives locales.

Les radios indépendantes ont notamment pour spécificité de servir largement la diversité du paysage radiophonique de la FWB. Cette multiplicité implique des zones de couverture de petite superficie et, pour ces radios prises dans leur ensemble, une audience moins massive que celle des radios en réseaux. Ajoutant à ces éléments les obstacles structurels posés par l'application du système des quotas musicaux pour ces éditeurs, une solution pourrait consister à faire évoluer drastiquement, voire à supprimer les obligations de quotas musicaux.

37. Faut-il supprimer totalement ou partiellement le système des quotas pour les radios indépendantes ? Expliquez éventuellement votre position.

Partiellement. Il est important de garder un système de quotas afin de baliser au mieux, pour tous et de la même façon des obligations de promotions de certains types d'artistes ou une langue particulière. Cependant, le quota de 30% d'œuvres chantées en français est très souvent difficile à atteindre.

38. En pareil cas, faut-il pour les radios indépendantes maintenir l'objectif par la mise en place d'autres obligations de promotion des artistes et œuvres de la FWB et des œuvres chantées sur des textes en français ?

Certainement, mais avec des nuances.

39. Quelles autres mesures de promotion pourraient être envisagées ? Des émissions de promotion et sensibilisation, telles que des émissions consacrées aux artistes régionaux ou francophones ou à des explications autour d'œuvres de ces catégories ? Si oui, sous quelle forme, avec quelles modalités et quelle obligation formelle ou non ?

L'idée d'imposer à certains médias qui n'atteindraient pas leur quotas, de réaliser des émissions spécifiques consacrées à la promotion et la mise en avant de certains artistes n'est pas mauvaise. Attention tout de même que certains médias n'ont pas la possibilité humaine de mettre tout cela en place.

40. Dans ce contexte, serait-il opportun de prendre en considération de manière spécifique : le caractère récent des œuvres et des artistes ? Les horaires de diffusion de ces émissions ? Les différents profils de radio ? Le caractère de production propre, de première diffusion ou de rediffusion ?

Le caractère de production propre, de première diffusion ou de rediffusion importe peu. L'important est la promotion et la mise en valeur de telles ou telles œuvres. Le caractère récent des œuvres et des artistes n'est pas un critère à prendre en compte (certaines radios ont décidé de ne mettre en avant uniquement que les artistes et œuvres moins récents). Les différents profils de radio peuvent être pris en considération mais avec parcimonie (l'une ne

peut pas être totalement avantagée par rapport à une autre). Les horaires de diffusion pourraient rentrer en ligne de compte.

41. Avez-vous d'autres idées ou propositions pour remplacer les quotas FWB et de chanson française ? Des émissions non musicales consacrées à la langue française pourraient-elles constituer une piste de réflexion ?

Non

42. Ces critères devraient-ils rester pertinents dans le choix de l'attribution de fréquence lors d'appels d'offres ? Si oui, de quelle manière ?

Oui. Un média qui ne peut s'engager à certains quotas ne peut recevoir les mêmes droit de diffusion qu'un autre qui ferait l'effort de mettre en avant certains artistes ou certaines oeuvres musicales.

43. Dans le cadre du remplacement des quotas musicaux par des émissions spécifiques pour les radios indépendantes, comment différencier clairement ces nouvelles obligations des obligations de promotion culturelle également présentes dans le décret SMA ?

-